La question du Kosovo

jeudi, 28 juin 2007

jeudi 28 juin 2007

Non réglée depuis huit ans, l’épineuse question du Kosovo s’installe de nouveau au cœur de la politique internationale. Le président des Etats-Unis, M. George W. Bush, a alarmé les chancelleries en déclarant, grisé sans doute par un accueil triomphal à Tirana (Albanie) le 10 juin, qu’il fallait savoir dire « assez ! » quand des négociations se prolongeaient trop. Selon lui, le Kosovo doit bientôt déclarer unilatéralement son indépendance, que Washington reconnaîtra sans attendre le verdict du Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations unies (ONU) (1).

On se demande pour quelles raisons, en Palestine, cinquante ans n’ont pas suffi pour créer un Etat indépendant (avec les tragiques conséquences que l’on sait), et pourquoi, en revanche, il faudrait régler l’affaire du Kosovo au plus vite.

Dans les Balkans, précipitation diplomatique est parfois synonyme de catastrophe. On se souvient combien la hâte de l’Allemagne et du Vatican à reconnaître, en 1991, la sécession de la Croatie favorisa la dislocation de l’ex-Yougoslavie et le déclenchement de la guerre serbo-croate, suivie par la guerre de Bosnie. Sans minimiser le rôle néfaste de l’ancien président Slobodan Milosevic et des extrémistes partisans de la « Grande Serbie », il faut admettre que des puissances européennes portent une responsabilité dans ces affrontements, les plus meurtriers sur le Vieux Continent depuis la seconde guerre mondiale. La précipitation favorisa aussi la guerre du Kosovo en 1999, quand des Etats européens et les Etats-Unis refusèrent de poursuivre les négociations avec Belgrade (2), décidèrent d’éviter le débat au sein du Conseil de sécurité, puis, sans mandat de l’ONU, usèrent de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) pour bombarder pendant plusieurs mois la Serbie et contraindre ses forces à quitter le Kosovo.

La résolution 1244 de l’ONU mit fin, en juin 1999, à cette offensive, et plaça le Kosovo sous administration des Nations unies, tandis que des unités de l’OTAN – la Force de maintien de la paix au Kosovo (KFOR), forte de dix-sept mille hommes – en garantirent désormais la défense. Cette résolution 1244 reconnaît l’appartenance du Kosovo à la Serbie. Ce qui est décisif, car le principe adopté par les puissances impliquées dans les récentes guerres des Balkans a toujours été de respecter les frontières intérieures de l’ancienne République socialiste fédérale de Yougoslavie. Au nom de ce principe furent refusés et combattus précisément les projets de « Grande Croatie » et de « Grande Serbie » qui menaçaient de démanteler la Bosnie-Herzégovine. Et c’est sur ce principe que s’appuie aujourd’hui la Serbie, soutenue entre autres par la Russie, pour refuser le plan proposé par le médiateur international Martti Ahtisaari.

L’indépendance sera peut-être la solution inévitable pour le Kosovo, tant sont énormes les obstacles à son maintien dans le cadre administratif de la Serbie. Mais ce chemin ne saurait être envisagé qu’en concertation étroite et prolongée avec Belgrade, soucieux par ailleurs de la protection de la minorité serbe demeurée sur place.

Une indépendance précipitée, comme la réclame le président Bush, non négociée dans le cadre de l’ONU, pourrait entraîner la constitution, à courte échéance, d’une « Grande Albanie », ce qui relancerait automatiquement les irrédentismes croate et serbe aux dépens de la Bosnie. Sans parler du précédent international explosif que cela constituerait pour de multiples entités tentées de proclamer, elles aussi, unilatéralement, leur indépendance. A savoir : la Palestine (Israël), le Sahara occidental (Maroc), la Transnistrie (Moldavie), le Kurdistan (Turquie), la Tchétchénie (Russie), l’Abkhazie (Georgie), le Haut-Karabakh (Azerbaïdjan), Taïwan (Chine), voire, en Europe même, le Pays basque et la Catalogne (Espagne, France), pour ne citer que ces cas. M. Bush est-il prêt à garantir ces indépendances comme il déclare vouloir le faire pour le Kosovo ?

Nous avons sous les yeux les hallucinants dégâts causés au Proche-Orient par les initiatives irresponsables de l’actuel président des Etats-Unis. Sa lourde incursion, maintenant, dans un théâtre aussi explosif que celui des Balkans, l’un des plus dangereux du monde, consterne et atterre.Par Ignacio Ramonet pour Le Monde Diplomatique, juin 2007